

Devant les réactions extrêmement négatives que l'ancienne Union soviétique suscite dans l'opinion publique japonaise et, étant donné le niveau actuel des ressources dans le monde, le peu d'intérêt que les milieux d'affaires portent au développement de la Sibérie, les pressions en faveur d'une amélioration des relations bilatérales ne peuvent être que faibles (bien que croissantes). Les premières initiatives prises par Gorbatchev en matière de réduction des armements ont eu relativement peu de crédibilité devant les forces conventionnelles et nucléaires massivement déployées par les Soviétiques à proximité du Japon. Mais au coeur de ce mouvement d'hostilité du Japon à l'égard des Soviétiques, il y a le litige apparemment insoluble des Territoires du Nord.¹²

Les initiatives prises à la fin des années 80 par les Japonais et les Soviétiques pour tenter de résoudre ce litige territorial étaient destinées à convaincre l'opinion publique japonaise que des progrès étaient possibles. Elles profitaient autant aux Soviétiques, qui continuaient à solliciter les investissements et l'aide des Japonais, qu'aux gouvernements des premiers ministres Takeshita, Uno et Kaifu, qui s'étaient fait fort de récupérer ces îles.¹³

Ce litige frontalier était, toutefois, directement lié à l'équilibre stratégique des forces entre les États-Unis et l'U.R.S.S., domaine sur lequel les Japonais avaient très peu d'emprise (et qui détermine encore aujourd'hui la manière dont Moscou, Washington et Tokyo abordent la question). Les Territoires du Nord continuent de fournir à la Russie les installations navales et aériennes nécessaires à la défense des bastions soviétiques de sous-marins lance-missiles balistiques, déployés dans la mer d'Okhotsk et dans la mer du Japon.¹⁴

Mais l'Union soviétique n'existe plus et il y a maintenant au Japon un petit nombre, sans cesse croissant, de responsables qui sont d'avis que l'Asie-Pacifique ne fait peser aucune menace militaire directe sur leur pays. Ils voient dans ces bastions de sous-marins lance-missiles balistiques entretenus par la Russie et la CEI des installations défensives qui feront un jour l'objet de négociations sur la limitation des armements stratégiques. Quant aux Territoires du Nord, Tokyo en réclame maintenant énergiquement le retour, et les derniers obstacles sont d'ordre politique et économique, et non stratégique. La raison d'être de l'alliance contractée avec les États-Unis a disparu aussi brutalement et radicalement que l'ancienne menace soviétique, et il reste encore à remplir le vide politique qui en est résulté.